La taxe carbone engraisse les milliardaires et les mafieux

17/01/2010 à 12h55
Par Marc Mayor

En marge de la conférence de Copenhague, s'est tenu un minisommet permettant à des scientifiques de confronter leurs données à celles, du moins en partie manipulées, sur lesquelles reposent les décisions de nos dirigeants. Le professeur Henrik Svensmark, physicien du Centre national spatial danois à Copenhague, a expliqué que le réchauffement récent est causé par l'activité solaire.

Pour Nils-Axel Mörner, géologue à l'université de Stockholm, la montée du niveau des eaux a été grandement exagérée par des pseudoscientifiques alarmistes ; l'observation des sédiments, des côtes et des arbres le démontrerait.
Pour le professeur Cliff Ollier, géologue à l'université d'Australie-Occidentale, la fonte de la calotte glaciaire est liée à la géothermie, non à la température de l'air.
Enfin, le professeur Ian Plimer, de l'université d'Adélaïde, estime que le dioxyde de carbone rejeté par les volcans a plus d'impact que celui généré par l'activité humaine.
Malheureusement, l'un des organisateurs de la contre-conférence admet que son lobby a accepté de l'argent d'Exxon Mobil dans le passé, ce qui entame la crédibilité de l'entreprise.
Loin de ces considérations, le rendez-vous officiel avait pour but d'étendre le système communautaire d'échange de quotas d'émission à la planète tout entière, vous y compris.
En effet, le député travailliste britannique Collin Challen a imaginé taxer chaque individu en fonction du carbone qu'il est censé émettre.
En pratique, il se pourrait que, d'ici quelques années, nous obtenions tous une carte de "crédit personnel de carbone",

sorte de permis à points version CO2. Vous faites le plein : un point passe à la trappe. Votre facture d'électricité augmente ? Deux points de moins. Vous prenez l'avion pour Nice pour aller bronzer sur la Côte ? Cela vous fera trois points.
Tout comme les autorités peuvent aujourd'hui ponctionner tout détenteur de véhicule plus ou moins à volonté en réduisant le nombre de places de parking tout en augmentant le montant des amendes, ce nouveau permis pseudo-écolo donnera à nos dirigeants un chèque en blanc pour nous taxer jusqu'à l'os.

Dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission, chaque Etat veille à ce que les installations visées obtiennent un quota, puis mesurent et déclarent leurs émissions : il y a donc des gagnants et des perdants. Pourtant, à moins d'être milliardaire, pas la peine de chercher votre nom dans la liste des lauréats.
En revanche, Lakshmi Mittal, l'homme le plus riche de Grande-Bretagne et le numéro quatre des plus fortunés du monde, avec un pactole de 32 milliards de dollars, devrait pouvoir empocher 2 milliards de dollars de plus grâce au système communautaire d'échange de quotas d'émission : c'est Anna Pearson, de l'organisation Sandbag, qui l'affirme.
Sandbag, spécialiste des quotas d'émission, a calculé qu'entre *"2008 et 2012, ArcelorMittal devrait gagner 1 Mds£ sans faire le moindre effort"*, grâce au système communautaire, et en toute légalité. *"Pour ArcelorMittal, les quotas d'émission ont été transformés en un système pour générer des subsides gratuits"*, écrit Anna Pearson. Basé au Luxembourg, le sidérurgiste a confirmé ces chiffres.
Peut-être en guise de remerciement, le numéro un mondial de l'acier envisagerait, selon Les Echos, de réduire ses effectifs d'environ 10 000 salariés. Manque de chance : au même moment, Rob Wainwright, directeur du département des crimes à grande échelle, a affirmé que des activités criminelles organisées sur le plan international avaient *"mis en danger la crédibilité"* du système d'échange de carbone européen.

Apparemment, le système mis en place par les profiteurs ressemble à s'y méprendre à un investissement neutre au marché : il suffit d'acheter des crédits carbone dans un pays européen à faible taxe sur la valeur ajoutée, puis de les revendre au Royaume-Uni, au tarif national, pour empocher la différence.

> ***Jusqu'ici, l'affaire aurait entraîné des profits de 5 milliards d'euros pour les escrocs, principalement au Royaume-Uni, en France, en Espagne, au Danemark et aux Pays-Bas ; dans certains pays, jusqu'à 90% du marché des quotas seraient sous la coupe des criminels, selon un porte-parole d'Europol.***

Résumons-nous donc : les scientifiques qui servent de référence à nos dirigeants concernant le réchauffement de la planète causé par l'homme ont triché sur les chiffres, puis l'ont admis. Certains de leurs détracteurs les plus sérieux sont financés par l'industrie pétrolière. Les politiciens, qui ont pour seul but de taxer le contribuable jusqu'à ce que mort s'ensuive, passent outre la science et mettent en place un système d'impôt.
En fin de compte, 2 milliards de dollars atterrissent dans la poche de l'un des hommes les plus riches de la planète, qui en profite pour licencier du monde, et neuf contrats carbone sur dix sont achetés ou vendus par la mafia. Encouragées par ce début de succès à l'échelon européen, les autorités décident d'abord d'appliquer le principe à toutes les entreprises de la planète, puis à l'ensemble des individus en âge d'être taxés.
Jusqu'ici les écolos bobos, ceux qui roulent en Prius et se lavent les cheveux avec du shampooing Ushuaïa, passaient à mes yeux pour de doux dingues gâtés par la vie, une version 2.0 des soixante-huitards d'origine bourgeoise ; mais vous allez voir que ces crétins vont nous concocter un véritable système totalitaire qui consacrera la gloire des gens bien nés d'un côté, et du crime organisé de l'autre.
MoneyWeek